

# Conclusion

La composition du commerce mondial des services a profondément changé au cours des dernières années, période pendant laquelle les économies en développement ont enregistré des gains importants à l'exportation, malgré l'impact sévère de la pandémie de COVID-19. Ces gains concernent une multitude de services non traditionnels à forte valeur ajoutée, qui sont plus faciles à fournir aujourd'hui grâce aux moyens numériques.

Bien que des progrès importants aient été réalisés dans l'élaboration d'outils analytiques

permettant d'éclairer les choix politiques, la mise en œuvre de réformes favorables au développement et stimulant les exportations dans le secteur des services reste une entreprise complexe et difficile pour de nombreux pays pauvres. Il est possible de faire beaucoup plus, en intensifiant la coopération internationale, pour aider les économies en développement à tirer pleinement parti des changements structurels en jeu dans l'économie mondiale et à recueillir les avantages que peut procurer l'expansion du commerce des services.



## Les services offrent la possibilité de transformer les économies

Pour exploiter les avantages offerts par le commerce des services, il faudra une réorientation des politiques gouvernementales axées sur les services, notamment en ce qui concerne le commerce international et la politique d'investissement. L'influence que les services – et le commerce des services – peuvent avoir sur la croissance et le développement justifie une plus grande attention de la part des pouvoirs publics.

Les politiques qui facilitent le commerce et l'investissement dans le secteur des services et réduisent l'incertitude liée aux politiques aux

niveaux régional et international peuvent faire beaucoup pour réduire les coûts du commerce et stimuler la productivité en ouvrant de nouvelles voies pour la croissance des exportations et en renforçant la diversification et la résilience. Une plus grande attention portée aux politiques qui concernent le commerce des services permettra aussi de réduire les fractures numériques, de promouvoir l'inclusion en offrant des emplois et des possibilités commerciales aux femmes, aux jeunes et aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), y compris dans les pays les moins avancés, et en contribuant à la durabilité et à la lutte contre le changement climatique.



## Amélioration des politiques relatives au commerce des services grâce à une intensification de la coopération internationale

Le commerce des services a beaucoup à gagner d'une intensification de la coopération internationale axée sur trois dimensions

essentielles : améliorer la prévisibilité des politiques et des engagements inscrits dans les accords commerciaux ; promouvoir les

pratiques réglementaires qui facilitent les échanges et renforcer les capacités en matière de réglementation; et réduire les obstacles au commerce des services.

Un engagement multilatéral accru concernant le commerce des services aidera à maximiser les avantages potentiels d'une expansion du

commerce et de l'investissement dans ce secteur. L'approfondissement de l'intégration résultant des accords commerciaux préférentiels peut aussi jouer un rôle important en encourageant l'« apprentissage par la pratique » et l'expérimentation des politiques au sujet des questions commerciales issues des nouveaux défis dans le secteur des services.



## L'engagement multilatéral renforcera la gouvernance du commerce des services

Un engagement multilatéral accru pourrait donner une impulsion majeure au renforcement de la gouvernance du commerce des services. Les technologies numériques élargissent les possibilités d'utiliser le commerce des services pour le développement économique. Des étapes importantes sont actuellement franchies grâce aux discussions plurilatérales en cours entre les Membres de l'OMC sur la réglementation intérieure des services, le commerce électronique, la facilitation de l'investissement et les MPME.

Une relance du programme de l'OMC sur les services pourrait se traduire par une distribution plus large des avantages du commerce dans ce secteur – notamment pour les pays pauvres, dont la participation aux accords commerciaux préférentiels reste plus limitée. Un effort pour améliorer la transparence des engagements concernant les services des conditions commerciales pourrait prendre la forme d'inventaires non contraignants des mesures concernées.

Une amélioration de la prévisibilité des engagements concernant les services à l'OMC pourrait consister principalement à combler l'écart grandissant entre les « meilleurs » engagements préférentiels et les engagements multilatéraux existants.

Il paraît faisable de combler cet écart si l'on considère que, à quelques exceptions près, les engagements concernant les services contractés au niveau préférentiel tendent à être mis en œuvre *de facto* sur une base non discriminatoire (c'est-à-dire selon le principe de la nation la plus favorisée).

Dans le même temps, la persistance d'obstacles élevés au commerce dans de nombreux sous-secteurs de services importants rappelle qu'il existe des possibilités considérables de démanteler les mesures existantes qui s'opposent à une amélioration des performances et des gains au niveau de l'économie.



## La mobilisation de ressources supplémentaires sera essentielle pour renforcer les capacités relatives au commerce des services

La structure en mutation du commerce des services et l'importance croissante de ce commerce pour les économies en développement soulignent la nécessité de

repenser non seulement le « pourquoi », mais aussi le « comment » d'un approfondissement de la coopération internationale concernant les services. Pour tirer parti du rythme de

changement rapide sur les marchés de services et relever les défis liés à ce secteur, il faudra mobiliser et déployer des ressources, des connaissances et des compétences supplémentaires destinées à renforcer les capacités des économies en développement et des économies les moins avancées concernant le commerce des services.

Le rôle grandissant des services dans le développement et l'intégration commerciale montre qu'un renforcement de l'engagement multilatéral doit s'appuyer sur un relèvement des niveaux de l'Aide pour le commerce dans le secteur des services.

Une initiative de « commerce des services pour le développement » pourrait aider à mobiliser un ensemble cohérent d'actions en faveur des services au titre de l'Aide pour le commerce, centré sur des défis essentiels, par exemple:

- (i) combler les lacunes de données touchant le commerce des services ;
- (ii) favoriser la participation des économies en développement et des économies les moins avancées aux discussions de fond sur le commerce des services ;
- (iii) renforcer les cadres et les institutions de réglementation ;
- (iv) promouvoir la diversification qu'offre le commerce des services numériques ;
- (v) remédier aux principales contraintes du côté de l'offre et améliorer les compétences des travailleurs dans le domaine des services.